

DÉPARTEMENT DE L'INDRE-ET-LOIRE COMMUNE DE RIVARENNES

Arrêté municipal de police de circulation portant interdiction de stationnement à l'occasion du passage de véhicules agricoles n°40/2025

LE MAIRE DE RIVARENNES

- VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
- VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6,
- **VU** le Code de la Route et notamment les articles R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-25, R417-4, R417-9, R417-10 et R417-11,
- VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la signalisation routière,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,
- VU la demande en date du 30 septembre 2025 par laquelle le GAEC ALLARD FRERES 154 route des Sicots à Rivarennes (37) représenté par Monsieur Michel ALLARD, sollicite un arrêté de police de circulation pour le passage de véhicules agricoles ;

CONSIDÉRANT que le passage de véhicules agricoles le lundi 06 octobre 2025 et le mardi 7 octobre 2025 nécessite un aménagement du stationnement Rue de la Mairie ;

ARRÊTE

Article 1

A l'occasion du passage de véhicules agricoles dans les rues de Rivarennes, le stationnement sera interdit à tout véhicule, **Rue de la Mairie**, lundi 6 et mardi 7 octobre 2025 de 8h à 22h.

Article 2:

Cette réglementation fera l'objet de l'affichage du présent arrêté aux extrémités de la Rue de la Mairie.

Article 3:

Madame le Maire de Rivarennes est chargée, en ce qui la concerne, de l'éxécution du présent arrêté et de son affichage partout où cela sera nécessaire.

Fait à Rivarennes, le 1er octobre 2025

Le Maire

Agnès BUREAU

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.